

Le contrôle vétérinaire se durcit

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4179 - Lundi 22 mai 2017 - Prix : 10 DA

Azeffoune/ Fonds collectés au profit du malade Samir Hamouche

Le reliquat distribué à 13 autres malades du Centre

Page 24

Avec cinq titres seulement en Bourse

Un marché financier algérien toujours sclérosé

Page 3

Le MSP a-t-il piégé Bouteflika ?

Par Mohamed Habili

Si l'on s'en tient aux faits connus de tous, et non pas à des tractations secrètes, qu'on peut toujours supposer mais qui par définition sont invérifiables, cette histoire ne commence pas par l'offre faite au MSP d'intégrer le prochain gouvernement, et que celui-ci vient de refuser, mais bien par sa propre proposition d'en faire partie. Maintenant il est bien vrai que ce parti a conditionné sa participation au gouvernement à deux choses, qui en réalité n'en font qu'une, à savoir que ces législatives soient irréprochables au point de vue de la régularité et qu'il les remporte. Du moment que d'après lui elles n'ont pas été honnêtes, et qu'en conséquence il les a perdues, il ne pouvait que repousser l'offre faite par le Premier ministre au nom du président Bouteflika, bien qu'il se soit gardé de le faire savoir dès l'annonce des résultats du scrutin du 4 mai. Il s'est arrangé en effet pour que sa réponse soit donnée après la proclamation des résultats définitifs par le Conseil constitutionnel. Il est clair qu'en retardant sa réponse il donnait en quelque sorte une deuxième chance au pouvoir. À moins bien sûr que cette chance, ce soit d'abord à lui qu'il l'a donnée, tant il est difficile dans ce cas de savoir quelle est la partie qui demande et quelle est celle qui est demandée.

Suite en page 3

Marché informel : entre avantages et inconvénients

Retour du commerce anarchique à la veille du ramadhan



Le commerce informel a la peau dure. Malgré toutes les tentatives des pouvoirs publics à l'estomper, celui-ci sévit. Pour les citoyens, c'est toujours l'aubaine de gratter quelques sous dans leur budget. Néanmoins, aux yeux de l'Etat, il représente une perte colossale pour l'économie nationale. Pour cause, celle-ci se mesure par une fuite de capitaux en milliards de dollars chaque année. Lire page 2

Marché de l'électronique

Condor lance le premier bouquet TV payante en Algérie

Page 24

Exposition

Malek Salah dévoile «State Of Disorder»

Page 13

Déontologie de la presse Hamid Grine note «une amélioration globale»

Une amélioration en matière de respect de l'éthique et de la déontologie a été «globalement» enregistrée depuis le lancement des cycles de formation en faveur des journalistes en 2014, a relevé dimanche à Alger le ministre de la Communication, Hamid Grine. «Grâce à une certaine prise de conscience des journalistes, je peux dire globalement qu'il y a un léger mieux en matière de respect des règles déontologiques de la presse», a indiqué M. Grine lors d'une conférence sur «le droit à l'image: problème d'aujourd'hui et défis de demain», qui clôt pour cette saison (septembre-mai) le cycle de formations initié par le ministère, depuis juin 2014, en faveur des journalistes. M. Grine a relevé que son secteur avait organisé une soixantaine de conférences académiques depuis juin 2014 et des conférences citoyennes depuis décembre 2015, affirmant que «nous les avons organisées sans prétention, mais dans le souci d'informer pour former».

S'agissant de la fusion des six journaux publics (*El Moudjahid, Echaab, El Massa, Horizon, El-Djournhouria et Ennasr*), dans un même groupe, M. Grine a rappelé que ces quotidiens ne seront pas transformés en hebdomadaire, assurant qu'il n'y aurait pas de licenciement de journalistes ou d'employés.

«Soyez rassurés, cette réorganisation est destinée pour dynamiser les trois secteurs (presse, impression, publicité et communication) et mutualiser pour créer une synergie de groupe», a-t-il dit à l'adresse d'un journaliste. Interrogé sur les éventuelles scènes de violence que pourraient contenir certains programmes des télévisions lors du mois sacré du ramadhan, M. Grine a relevé que son secteur travaillait en toute

«transparence», à travers le contact direct avec les responsables des chaînes privées notamment. «Vous avez constaté que durant les élections, la couverture médiatique s'est passée dans le calme, sans dépassements. Notre projet durant les élections, le mois sacré du ramadhan ou lors des autres événements c'est d'avoir des télévisions professionnelles, sans violence, sans atteinte aux enfants, sans insultes ou diffamation», a-t-il dit. Pour sa part, Philippe Bertil Cottier, professeur de droit à l'université de Lausanne a indiqué, lors de sa conférence, que n'importe où dans le monde, en matière de droit à l'image, il n'y avait pas encore une «véritable cohérence et homogénéité» de la protection déontologique et juridique du droit à l'image, soulignant que «c'est quelque chose qui est en chantier, basée sur des principes assez vagues, qu'on essaie de développer». Il a assuré que la déontologie en Algérie stipulait qu'il fallait protéger la vie privée, mais sans pour autant en préciser les modalités pratiques, soulignant que la vie privée est un concept à «géométrie variable». K. L./APS

Marché informel : entre avantages et inconvénients

Retour du commerce anarchique à la veille du ramadhan

■ Le commerce informel a la peau dure. Malgré toutes les tentatives des pouvoirs publics à l'estomper, celui-ci sévit. Pour les citoyens, c'est toujours l'aubaine de gratter quelques sous dans leur budget. Néanmoins, aux yeux de l'Etat, il représente une perte colossale pour l'économie nationale. Pour cause, celle-ci se mesure par une fuite de capitaux en milliards de dollars chaque année.

Par Yacine Djadel

L'informel sévit en dépit de toutes les mesures prises par l'Etat pour l'éradiquer. A quelques jours du ramadhan, il n'y a pas un coin de rue où l'on ne trouve des marchandises en plein air. Petites ou grandes villes, les étalages anarchiques sont là. Des produits divers exposés sous les yeux des passants. Ce type de marché illicite est devenu en quelques années chose normale. Là où l'on va, il y a toujours une queue de citoyens attirés par un trabendiste. Cela fait même partie du décor dans nos villes. A côté de chaque boutique ou centre commercial officiels, il y a un marché informel. Des prix au rabais, c'est ce qui attire bien sûr les consommateurs à revenus modestes. Parfois, ces derniers dénient des vêtements ou denrées alimentaires à moitié prix par rapport aux autres points de vente réglementés. Des avantages, certes, plus ou moins alléchants, toutefois, qui ont en contrepartie des inconvénients pour l'intérêt général du pays. Quand on pense à tout l'argent que les caisses de l'Etat perdent à cause de la non-régulation des marchés informels, on se dit juste que c'est bien dommage. Car avec des pertes se mesurant en milliards de dollars chaque année, avec ces faramineuses sommes, le gouvernement peut investir et résorber le taux de chômage qui touche les jeunes, en grande majorité. L'une des



Ph/D. R.

raisons principales qui les poussent à travailler dans le circuit parallèle. Pour eux, fort heureusement que les souks de vente informelle existent, sans quoi, la plupart d'entre eux rase-raient les murs, diront certains. Il est clair que vu sous cet angle-là, le commerce informel, outre son caractère illicite vis-à-vis de la loi, est générateur de milliers d'emplois, pour les jeunes. Un créneau, qu'on le veuille ou pas, qui leur permet de gagner dignement leur croûte et même qu'il fait vivre des familles entières. Encore un avantage qu'autre chose, cependant, à y réfléchir est-ce vraiment le cas ?

Lorsqu'on sait qu'en plus de ne pas payer d'impôts, la plupart travaillant dans le secteur, ne sont pas assurés à la Cnas et même à la Casnos. Par conséquent, aucune retraite à l'horizon pour leurs vieux jours. C'est dire qu'au final l'informel compte plus de points négatifs que positifs. La preuve, la qualité des produits vendus au marché parallèle est généralement moindre comparé à ce qu'on achète dans les commerces classiques. L'exemple le plus connu est celui de la Place des martyrs à Alger. Par ailleurs, pour tenter de trouver des solutions, de mettre en œuvre de réelles résolutions en

vue d'en finir avec toute cette anarchie, la même pénalisant à la fois l'économie du pays et ses citoyens lambda, le Dr Mustapha Zebdi, président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (Apoco), nous a donné son avis sur la question. Selon ce dernier, la véritable solution à l'éradication des marchés informels en Algérie, c'est l'installation des marchés de proximité. «En plus d'offrir les conditions et moyens matériels favorables à ces jeunes de l'informel, l'Etat doit les former comme il se doit», a-t-il expliqué.

Y. D.

Ramadhan

Le contrôle vétérinaire se durcit

A l'occasion du mois de Ramadhan, le contrôle sanitaire des produits alimentaires devient draconien. Ainsi des médecins vétérinaires disséminés à travers le pays, seront à l'œuvre pour relever les infractions et retirer du circuit de commercialisation les produits impropres à la consommation humaine ou douteux, pour la sécurité des consommateurs. Comme chaque année, à l'approche du mois de ramadhan, les services de sécurité sanitaire renforcent leur contrôle des denrées alimentaires de grande consommation. Moins d'une semaine nous sépare du début de ce mois, connu pour une consommation excessive, où tous les dangers sanitaires sont présents, d'autant plus que le mois sacré coïncide encore une fois avec la saison estivale.

Températures élevées, non-respect de la chaîne de froid, mauvaises conditions de stockage... des pratiques qui ne sont pas sans conséquences graves sur la santé des citoyens. C'est aussi durant le mois de ramadhan que les métiers saisonniers fleurissent et une grande variété de produits alimentaires est proposée en vente libre, ce qui aggrave la situation. Afin de s'assurer de la conformité des produits pour une meilleure protection du consommateur, des médecins vétérinaires sont mobilisés pour le renforcement du contrôle des denrées alimentaires de grande consommation durant cette période. Ce renforcement du contrôle vise à s'assurer de la qualité sanitaire des produits alimentaires et de retirer du circuit de commercialisation les produits impropres à la consumma-

tion humaine ou douteux pour une meilleure sécurité des consommateurs. Pour la wilaya d'Alger, plus de 200 médecins vétérinaires seront mobilisés durant le mois de ramadhan pour assurer un contrôle rigoureux des produits alimentaires d'origine animale, en premier lieu les viandes rouges pour préserver la santé du citoyen, selon l'inspecteur vétérinaire de la wilaya d'Alger, Teriousti Abdelhalim. «Ils sont plus précisément 250 médecins vétérinaires mobilisés au niveau de 57 communes de la wilaya d'Alger pour assurer un contrôle rigoureux au niveau des abattoirs de viandes rouges et abattoirs de volaille durant le mois de ramadhan pour préserver la santé du citoyen», indique la même source. Les médecins vétérinaires chargés du contrôle sont pré-

sents aussi au niveau des pêcheries et postes frontaliers, notamment au niveau du port d'Alger et de l'aéroport où un contrôle rigoureux est imposé par les médecins vétérinaires aux viandes provenant de l'étranger, a-t-il poursuivi. Les médecins vétérinaires veillent en collaboration avec les bureaux communaux de santé et d'hygiène à organiser une large action de sensibilisation durant le mois de ramadhan au niveau des marchés pour inciter les commerçants à respecter les règles d'hygiène. Concernant les viandes rouges importées cette année d'Espagne, de France et du Brésil, à l'occasion du mois sacré, il a rassuré qu'elles «ont été soumises à un contrôle rigoureux et sont certifiées halal».

Louiza Ait Ramdane

Avec cinq titres seulement en Bourse

Un marché financier algérien toujours sclérosé

■ La capitalisation boursière en Algérie ne dépasse pas les 45 milliards de dinars (près de 515 millions de dollars), un montant très en deçà des potentialités de l'économie nationale, qui reste largement dominée par le secteur bancaire en matière de financement. C'est ce qu'a déclaré, hier, Yazid Belmihoub, directeur général de la Société de gestion de la bourse des valeurs (SGBV), lors de son passage sur la Chaîne III de la Radio nationale.

Par Linda Naili

Pour le premier responsable de la Place du Boulevard Amirouche, étant donné la conjoncture économique actuelle, «marquée par un stress financier assez important», «la Bourse pourrait aujourd'hui plus qu'avant jouer un rôle plus dynamique dans le financement de l'économie nationale». Ce qui n'est malheureusement pas le cas puisque en vingt ans d'activité seulement cinq titres sont cotés à la Bourse d'Alger, faisant que la capitalisation boursière en Algérie ne dépasse pas aujourd'hui les 45 milliards DA (près de 515 millions de dollars). Un montant qui reste très en deçà des potentialités de l'économie nationale, qui reste largement dominée par le secteur bancaire en matière de financement, déplorera le DG de la SGBV. Ces déclarations reflètent effectivement la persistance de la situation de léthargie de laquelle peine à s'en sortir le marché financier national qui reste largement en retard en comparaison aux places boursières des pays de la région du Maghreb. Concernant les raisons de cette sclérose, Yazid Belmihoub, qui se veut malgré tout optimiste pour l'amélioration de ce triste diagnostic en raison du stress financier et la baisse des liquidités bancaires, évoquera les mécanismes huilant le marché financier, en l'occurrence les entreprises nationales tant privées que publiques, qui ne se bousculent pas pour s'y introdui-



re. L'origine de la filiosité des entreprises à s'introduire en Bourse sont diverses. Pour cela, l'invité de la rédaction de la Chaîne III citera essentiellement le manque de «culture boursière» chez les entreprises et le grand public ainsi que la surliquidité durant les années précédentes qui, selon lui, ont engendré un «effet d'éviction» de cette institution boursière tout en ayant avantagé le recours aux crédits bancaires. En effet, les experts financiers et en économie s'accordent tous à pointer du doigt la question de «mentalité vis-à-vis du monde de la finan-

ce» où «la culture boursière fait crument défaut dans l'esprit des dirigeants d'entreprises». A ce manque de culture boursière, les spécialistes évoquent également les conditions d'accès dont celle faisant l'obligation légale de communication financière régulière exigée aux entreprises comme préalable d'introduction en Bourse. Il s'agit d'une démarche de transparence exigeant des sociétés la publication régulière de leurs états financiers. D'ailleurs, sur cet aspect de conditions d'accès qui sont les mêmes pour toutes les sociétés, et sachant que l'introduction en Bourse d'une entreprise relè-

ve purement de sa performance financière, l'on notera l'échec de la souscription de la Société des ciments d'Ain-Kebira (Scaek) en 2016. Cette dernière a été déclarée infructueuse car la réglementation en vigueur exige un minimum de 20% du montant total de la souscription, alors que la levée de fonds avait atteint à peine 5% des 18,95 milliards DA que cette entreprise espérait lever sur le marché financier. M. Belmihoub, considérant le montant visé par la Scaek trop élevé, l'infructuosité de cette opération s'explique également par son timing défavorable qui avait coïncidé non seulement avec l'entrée de Biopharm en Bourse et le lancement de l'emprunt obligataire pour la croissance mais aussi avec le mois de ramadhan et la saison estivale. Ceci étant, en raison de l'offre insuffisante des banques, M. Belmihoub appellera les entreprises, publiques et privées à intégrer son institution qui, dira-t-il, constitue un mécanisme alternatif pour le financement de leurs plans de développement. Aussi, rappellera-t-il les différents avantages qu'offre l'introduction en Bourse qui en plus de son rôle dans le financement de l'économie, permet une meilleure force de négociation aux entreprises auprès des banquiers et des partenaires économiques, mais aussi facilite la pénétration des produits algériens aux marchés extérieurs du fait que les entreprises potentiellement exportatrices cotées en Bourse gagnent généralement en crédibilité auprès de leurs clients étrangers. L. N.

LA QUESTION DU JOUR

Le MSP a-t-il piégé Bouteflika ?

suite de la page Une

Si le MSP a attendu la proclamation des résultats avant de faire savoir sa réponse définitive, c'est évidemment parce qu'il espérait encore que ses recours introduits seraient sinon en totalité du moins en partie transformés en nouveaux sièges, ce qui, on le sait, ne s'est pas produit. On est donc tout aussi fondé à dire que le premier refus, et par suite le véritable refus, ne vient pas de lui, mais de l'autre camp. Il aurait pu agir autrement : faire savoir à bonne distance de la tenue des législatives, pour que tout soit parfaitement clair, qu'il ne ferait pas partie du nouveau gouvernement quel que soit son résultat et quoi qu'il puisse penser de la régularité du scrutin. Ce n'est pas ce qu'il a fait. S'il avait été suffisamment transparent lui-même, l'offre en question ne lui aurait pas été faite. Jusqu'au bout donc, il est resté assis entre deux eaux, incertain de sa conduite, la faisant dépendre non pas de principes, comme il le prétend maintenant, mais des choix du vis-à-vis. Certes, on peut toujours lui prêter l'intention d'être plus insolent encore dans son refus, celui-ci étant supposé, dans cette hypothèse du moins, acquis depuis le début, en faisant en sorte que ses recours soient pris en compte, pour refuser l'offre malgré tout. S'il avait songé à tendre ce piège, le fait est qu'il en a été pour ses frais, puisque le nombre de ses sièges n'a pas varié. Dans cette affaire, mise à l'actif du président du MSP par certains, toujours les mêmes, Bouteflika a été en premier lieu victime de sa propre tendance à la réconciliation avec l'islamisme, politique qu'on voit à l'œuvre dans le cas libyen notamment. Il est possible également que Rached Ghannouchi y soit pour quelque chose, qui en effet a reçu avant les législatives du 4 mai aussi bien le président du MSP que le chef de cabinet de Bouteflika. Mais là on est dans les tractations plus ou moins secrètes, et donc dans la spéculation, bien qu'on reste dans la vraisemblance. M. H.

agissante dans leur lutte pour la protection de leurs emplois». Et de faire observer qu'«il appartient aux plus hautes autorités du pays de prendre les mesures nécessaires pour lever ce blocage, car son maintien relèverait d'une discrimination contre un groupe industriel et une provocation contre des milliers de familles de travailleurs qui n'ont de ressource que leurs salaires», lit-on encore dans la déclaration.

Hocine Cherfa

Blocage des machines de Cevital à Béjaïa

«Des conséquences fâcheuses sur la pérennité de milliers d'emplois»

Le blocage auquel est confronté le Groupe Cevital depuis plusieurs mois pour le lancement d'une unité de trituration de graines oléagineuses suscite de plus en plus de soutien et de solidarité à Béjaïa. Un blocage assimilé, par la rue, à un scandale. D'ailleurs, un comité de solidarité est né et ses membres comptent «se mobiliser contre tout acte illégal et injustifié qui viserait à sanctionner les opérateurs économiques de notre région». Ce comité est constitué de plusieurs leaders et animateurs associatifs, militants politiques, médecins, citoyens, qui ont d'ores et déjà signé une pétition en soutien aux travailleurs du Groupe Cévital qui se plaignent d'ailleurs du blocage de ses projets d'investissement depuis plus de 10 ans déjà. Un

groupe qui fait face au refus obstiné de la direction du port de Béjaïa de procéder au déchargement des équipements destinés à cette nouvelle unité. «En tant qu'opérateurs économiques, élus, universitaires, acteurs de la société civile et tout simplement citoyens de notre région, nous avons été légitimement alertés par ce blocage», lit-on dans une déclaration du comité de solidarité avec les travailleurs de Cévital qui nous est parvenue hier. Pour les rédacteur de la déclaration, «les effets de cette obstruction auront, comme tout le monde le sait, des conséquences directes sur la pérennité de milliers d'emplois et hypothéqueront de manière irrémédiable des milliers d'autres prévus dans le cadre de l'extension et de la

modernisation de l'usine de Béjaïa». Les rédacteurs du document qui disent avoir eu connaissance des éléments du dossier, par le biais de la presse et des informations auprès des représentants des travailleurs, estiment que «les raisons invoquées par la direction du Port de Béjaïa sont totalement infondées et ne reposent sur aucune disposition légale». Et d'ajouter : «Les motivations sont donc d'une toute autre nature et tout plaide pour penser qu'il y a comme une volonté de mettre en déséquilibre concurrentiel l'un des fleurons de l'industrie de notre région au profit d'autres opérateurs qui se sont nouvellement installés dans le même créneau dans d'autres wilayas du pays». Autrement dit, l'on soupçonne les autorités concernées de

favoriser des industriels au détriment de Cévital. Pour le comité de soutien aux travailleurs de Cévital, «l'argument selon lequel la destination des équipements importés n'a pas été précisée est un argument fallacieux puisque le conflit ayant opposé la direction de Cevital et la direction du port de Béjaïa a même fait l'objet d'une affaire en justice». Plus loin, on a également démenti les autres arguments brandis par les autorités du port, notamment celui de l'information sur l'usage final des machines importées ou leur destination qui est, souligne-t-on, «du ressort des services des douanes», estimant être «concernés par la prospérité de notre région, d'où la mise sur pied d'un comité pour assurer les travailleurs de notre solidarité

Foncier

Naissance de la Fédération nationale des géomètres métreurs

■ Issus de 27 wilayas, plusieurs géomètres métreurs ont procédé à la création de cette Fédération professionnelle, qui relève de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), et à l'installation de son président et les onze membres de son bureau représentant les quatre régions du pays.

PH.D. R.



Par Younès Ch.

Une Fédération nationale des géomètres métreurs a été mise en place samedi à Alger pour promouvoir cette profession qui est en liaison avec l'aménagement urbain et le foncier. Issus de 27 wilayas, plusieurs géomètres métreurs ont procédé à la création de cette fédération professionnelle, qui relève de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), et à l'installation de son président et les onze membres de son bureau repré-

sentant les quatre régions du pays: le Centre (4 membres), l'Est (2 membres), l'Ouest (2 membres) et le Sud (3 membres).

Le président de cette nouvelle Fédération, M. Mohamed Cherifi, a indiqué à l'APS que le but de cette entité était d'unir tous les bureaux régionaux au niveau national et de réorganiser l'activité de tous les adhérents. Evoquant les contraintes auxquelles sont confrontés les géomètres métreurs, il explique qu'il s'agit essentiellement d'une absence de reconnaissance de cette profession par les différents organismes étatiques ainsi que la confusion dans l'exercice de leur activité. «Notre grand problème est que les administrations publiques telles que les

communes, les daïras et les wilayas refusent de travailler avec nous. Elles ne reconnaissent pas notre registre de commerce», explique-t-il. En effet, poursuit-il, l'administration ne reconnaît que l'Ordre des géomètres-experts fonciers (Ogef), créé en 1995, lequel interdit l'adhésion des praticiens libéraux si ces derniers ne disposent pas d'un diplôme d'ingénieur ou équivalent dans le domaine. En Algérie, le seul moyen d'obtenir ce diplôme d'ingénieur est de suivre une formation à l'Ecole supérieure des géomètres et topographes d'Arzew (Oran). En conséquence, le président de cette nouvelle fédération s'interroge sur le sort des techniciens et techniciens supérieurs formés dans les différents centres de formation

professionnelles puisqu'ils ne sont pas reconnus. C'est ainsi que M. Cherifi avance que des démarches allaient être entreprises par cette nouvelle fédération auprès des administrations concernées afin de définir clairement les prérogatives et les droits de cette catégorie professionnelle.

Par ailleurs, ces géomètres métreurs ont appelé l'administration concernée à mettre de l'ordre dans cette profession en pointant particulièrement du doigt le Centre national du registre de commerce (CNRC) qui «n'impose aucune rigueur pour distinguer entre les vrais et les faux géomètres métreurs». A ce propos, ils déplorent que le CNRC n'exige pas du postulant la présentation d'un diplôme ou

d'un document prouvant qu'il a réellement effectué une formation dans la spécialité. «La création de la Fédération permettrait d'assembler les voix de tous les géomètres métreurs et de faire entendre leurs revendications dans un cadre plus organisé», avance M. Kacimi.

C'est ainsi qu'il sera également revendiqué l'accession des géomètres métreurs à des activités qui leur sont, actuellement, interdites par les différents organismes (Direction de l'urbanisme, du Cadastre, les domaines et la Conservation foncière) tels le plan de bornage, l'obtention du document d'arpentage et le morcellement des terrains qui sont réservés exclusivement à l'Ogef.

Y. Ch./APS

Ouargla

Gaïd Salah en visite d'inspection à la 4^e Région militaire

Le général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, Vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a entamé dimanche, une visite de travail et d'inspection dans la 4^e Région militaire à Ouargla, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) un communiqué. Cette visite s'inscrit dans le cadre de «l'évaluation de l'exécution du programme de l'année de préparation au combat 2016/2017, à travers l'exécution d'exercices tactiques programmés et planifiés», précise la même source. Elle se projette également dans le cadre de «la dynamique du contact direct et permanent avec les personnels militaires, où qu'ils se

trouvent à travers le territoire national, et à l'effet d'examiner l'état de disponibilité opérationnelle des unités de l'ANP, implantées le long des frontières et de s'enquérir de la situation sécuritaire de la Région», ajoute le communiqué.

Le général de Corps d'Armée, a entamé la première journée de sa visite par la supervision du dispositif sécuritaire du Secteur opérationnel Nord-Est In Amenas et l'inspection des unités déployées sur les frontières, avant de procéder, en compagnie du général-major Cherif Abdierrezak, commandant de la 4^e RM, à l'inauguration d'une caserne dédiée à une unité des Forces de Défense aérienne du territoire, dotée de toutes les commodités



de vie et de travail de terrain dans cette zone. Le Vice-ministre de la Défense a également saisi l'occasion pour rencontrer les cadres et personnels de cette unité et s'enquérir de leurs conditions de travail.

Il a dans ce contexte salué leurs efforts «laborieux et soutenus avec dévouement, aux côtés de tous les personnels de l'ANP à travers le pays, afin de préserver l'Algérie et toutes ses frontières nationales, en tous lieux et en toutes circonstances», les exhortant à être «à la hauteur des nobles missions qui leur incombent», conclut le communiqué.

Halim N.

Généralisation des brigades navigantes de la police des frontières maritimes

Facilitation des mesures de transit à bord des navires

La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a procédé à la généralisation des procédures de contrôle à bord des navires de transport des voyageurs, en prévision de la saison estivale 2017, à travers le déploiement de sections navigantes de la police des frontières, au niveau des ports d'Oran, Mostaganem, Béjaïa et Skikda, a indiqué samedi un

communiqué de la DGSN. Lesdites brigades composées d'«éléments de police qualifiés en matière de prise en charge des voyageurs algériens» veilleront à faciliter les procédures de transit à bord des navires provenant de l'étranger, une mesure dont la généralisation est à même de «renforcer les mesures de facilités prises par la DGSN au niveau des postes frontaliers

déployés à travers la bande frontalière de l'Algérie», ajoute la même source. Ladite démarche intervient suite «à la forte satisfaction des membres de la communauté algérienne résidant à l'étranger durant la saison estivale 2016», et ce, après la décision de la DGSN de créer une brigade navigante de la police des frontières, et le choix du port d'Alger en tant que modèle pour

le lancement de cette initiative, en assurant «tous les moyens matériels et humains pour la faire aboutir au service des voyageurs», ajoute le communiqué.

Ladite démarche «vise à renforcer le service public et à jeter les bases de la coopération et de la communication entre la police algérienne et les différentes franges de la société y compris la communauté algérienne étra-

ngère», partant du principe de «renforcement des valeurs d'entraide sociale entre Algériens, et en réservant un bon accueil aux émigrés en visite en Algérie, à travers la garantie de toutes les mesures nécessaires à même de faciliter le transit au niveau des points de contrôle», ajoute le communiqué.

Anis F.

Sur les 4 premiers mois de l'année

Les importations de véhicules de tourisme en baisse

■ La facture d'importation des véhicules de tourisme s'est établie à 422,53 millions de dollars durant les quatre premiers mois de l'année 2017, contre 458,6 millions de dollars sur la même période de l'année 2016, soit une baisse de 7,87%, a appris hier l'APS auprès des Douanes.

Ph. > D. R.



Par Salem K.

Quant aux véhicules de transport de personnes et de marchandises (clas-

sés dans le groupe des Biens d'équipement), leur facture d'importation s'est chiffrée à 190,7 millions de dollars contre 254,31 millions de dollars, en recul de

25,02% entre les deux périodes de comparaison. Concernant les parties et accessoires des véhicules automobiles (classés en Biens de consommation non ali-

mentaires), leur facture d'importation a atteint 126,22 millions de dollars contre 133,61 millions de dollars, soit une baisse de 5,53%.

Pour les pneumatiques neufs en caoutchouc, ils ont été importés pour un montant de 42,25 millions de dollars contre 42,7 millions de dollars, soit une baisse de 1,01%.

Pour rappel, sur l'année 2016, le contingent quantitatif d'importation des véhicules de tourisme a été fixé à 98 374 unités dans le cadre des licences d'importation.

La facture d'importation des véhicules de tourisme avait coûté près de 1,3 milliard de dollars en 2016 contre 2,04 milliards de dollars en 2015, soit une baisse de 36,61%.

S. K./APS

Dans la région et en Afrique

Bouchouareb : l'Algérie aspire à être un grand centre industriel

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a affirmé, samedi en Jordanie, que l'Algérie passait par une phase de mutation «importante» dans le secteur de l'investissement et de l'industrie et aspirait à devenir un grand centre industriel dans la région et en Afrique. M. Bouchouareb a indiqué, lors d'une séance de travail intitulée «les nouveaux modèles d'investissement dans les pays de la région», à l'occasion de la tenue, dans la région de la mer Morte, du Forum économique mondial sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) 2017, que ce rendez-vous constituait l'occasion de «réaffirmer notre ambition à ériger l'Algérie en grand centre industriel dans la région et en Afrique, surtout qu'elle passe par une phase de mutation importante dans le secteur de l'investissement et de l'industrie, remplie de défis et porteuse de grandes opportunités, des opportunités que nous offrons aux hommes d'affaires présents à ce forum». Le sommet est «une nouvelle opportunité de rencontre et

échanges de vues et de nouveautés internationales entre les représentants des gouvernements, les hommes d'affaires et la société civile. Elle contribue également à promouvoir l'image de l'Algérie en tant que destination prometteuse d'investissement et pays pionnier sur la scène régionale et continentale», a-t-il estimé. Ce sommet «constitue une occasion pour le dialogue et l'établissement de contacts entre les investisseurs afin de les informer des réformes en cours en Algérie, notamment de son nouveau modèle économique et de son nouvel arsenal juridique comprenant la loi sur l'investissement, la loi sur les PME, la loi sur la normalisation et la loi sur la métrologie, outre les opportunités et les mesures incitatives offertes». Concernant la participation de l'Algérie à ce forum, le responsable a indiqué que cette participation «est une tradition instituée en 1999 par le président de la République, en vue de faire entendre la voix de l'Algérie, qui souffrait en ce temps d'un embargo non déclaré», soulignant que le forum «fut

un espace et une tribune pour faire entendre sa voix et permettre son retour sur la scène internationale». Après avoir rappelé qu'il assistait au 6^e sommet aussi bien annuel à Davos que régional, en tant que représentant du Président Bouteflika, M. Bouchouareb a affirmé que ce forum «est l'occasion de rappeler le respect que voue la communauté internationale au président de la République, à ses positions et à sa lecture prospective du développement des événements dont il avait mis en garde à maintes occasions». Le ministre a indiqué que ses rencontres interactives avec les différents participants aux séances de travail avaient porté sur «la vision prospective de l'Algérie et la pertinence de ses positions face aux événements que traversent les pays de la région, outre son rôle pionnier, en tant que médiateur crédible dans le règlement des crises et le rétablissement de la paix et la sécurité internationales et de la stabilité dans les pays de la région». «L'Algérie demeure convaincue que l'intérêt des pays de la région et du monde dépend

de la stabilité et de la prospérité de cette région», a affirmé le ministre de l'Industrie et des Mines, ajoutant que ses entretiens bilatéraux et multilatéraux lors du forum avaient porté sur les grands défis auxquels les pays de la région font face et sur l'impératif d'accélérer le processus de réformes pour permettre aux jeunes de donner le meilleur d'eux mêmes. Les défis économiques, notamment ceux liés à la compétitivité, au développement global et à la promotion et à l'amélioration des échanges commerciaux entre les pays de la région, et à la technologie et l'amélioration du climat d'affaires, étaient également au menu. «Cette transition constitue un réel défi pour la région, bien qu'elle soit le premier fournisseur d'énergie conventionnelle dans le monde et dispose de plus de la moitié des réserves mondiales de pétrole et de gaz», a souligné le ministre qui a pris part à une autre séance de travail sur l'énergie. «La transition énergétique est une question complexe dont les dimensions portent sur les changements techniques, géopoliti-

ques et stratégiques enregistrés en une conjoncture difficile marquée par la chute des cours pétroliers et partant la baisse des ressources financières», a-t-il ajouté, précisant que la question de la transition énergétique «s'inscrit dans un cadre global et plus large inhérent à la mutation macro-économique». «Nous devons faire de nos points faibles des points forts», a-t-il poursuivi, ajoutant que «l'Algérie s'est effectivement engagée dans la préparation de la phase de l'après-pétrole et détient une feuille de route pour rationaliser l'énergie et développer les énergies renouvelables d'un point de vue industriel». Le forum a été une occasion pour M. Bouchouareb de transmettre les salutations «fraternelles» du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au souverain jordanien Abdallah II, le félicitant du succès du sommet économique. Le ministre de l'Industrie et des Mines a également transmis au roi d'Espagne Felipe VI, présent aux travaux du forum, les salutations du Président Bouteflika. **Siham B.**

Production piscicole en Algérie

L'aquaculture, seule solution susceptible de couvrir le déficit

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum, a affirmé, samedi à Boumerdes, que l'aquaculture était la seule solution susceptible de couvrir le déficit accusé, à l'échelle nationale, en matière de production de poisson, estimée à 100 000 tonnes/an. «La production piscicole accuse un certain manque en Algérie, dû à des facteurs naturels», a observé le ministre dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la 5^e édi-

tion des «Ports et barrages bleus» au port de Cap Djinet. «La seule solution susceptible de couvrir ce déficit réside dans le développement de l'aquaculture», a-t-il souligné, relevant que «son département ministériel encourage l'investissement dans la filière aquacole, qui est le théâtre d'un développement notable notamment au niveau des villes du littoral du pays, mais aussi dans certaines régions de l'intérieur et du Sud, à l'instar de Béchar, Ouargla, et Oued Souf». Pour le ministre de

l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, la manifestation, organisée cette année sous le thème «Ports et barrages bleus, des espace partagés pour une économie diversifiée», est une opportunité ouverte aux citoyens et investisseurs afin de s'informer de plus près sur le secteur de la pêche, à travers les diverses expositions programmées à cet effet, mettant en exergue différents équipements exploités dans le domaine, en plus de variétés de poissons

pêchés sur le littoral algérien. M. Chelghoum a entamé sa visite, dans la wilaya, par l'ouverture du 2^e Salon régional de la pêche et de l'aquaculture, qui sera abrité durant trois jours par le port de Cap Djinet. Le haut responsable a par la suite assisté à des exercices de simulation de sauvetage d'un bateau de pêche, exécutés par des gardes-côtes et des éléments de la Protection civile. Le ministre a également donné le coup d'envoi d'un concours national de ramendage de filets

de pêche, avant de procéder à la distribution de 14 autorisations pour la pêche au thon, outre la signature d'une convention entre la Chambre de pêche et d'aquaculture de la wilaya et une mutuelle d'assurance pour les professionnels du secteur. Il a clos sa visite par une séance de dégustation de nombreux mets de poissons exposés au port de Cap Djinet, au titre d'un concours culinaire, dont il a distribué les prix aux premiers lauréats. **Kamel L.**

Tizi Ouzou

Imaloucène fête son lait

■ Le village Imaloucène, dans la commune de Timizart (25 km au nord-est de Tizi Ouzou), a abrité, avant-hier, la cinquième édition de la fête du lait. Quelque 150 éleveurs de la région et même d'ailleurs ont pris part à cette nouvelle édition dédiée, cette année, à la mémoire de Tahar Belhadj, un éleveur bien connu à Timizart.

Par Hamid M.

Les autres créneaux du monde agricole ont été représentés à cette fête notamment à travers les stands de l'exposition. Les équipements nécessaires au développement et à la modernisation de la filière lait plus particulièrement ont été également exposés.

Le coup d'envoi de la manifestation a été donné par les autorités de la wilaya. Au programme de la nouvelle édition de la fête du lait d'Imaloucène, en plus de l'exposition, une conférence autour du thème de la filière laitière animée par des responsables de l'association des éleveurs de la wilaya de Tizi Ouzou, la traditionnelle waada et une tombola en clôture de la manifestation. Il est à noter que la région de Timizart est très connue par sa caractéristique

agricole liée au lait et ses produits dérivés. Imaloucène, classé comme le premier village producteur de lait cru à l'échelle nationale, dispose d'une superficie agricole de l'ordre de 700 hectares, 149 éleveurs livreurs de lait cru, une vingtaine de collecteurs de lait et deux centres de collecte, selon les chiffres des services agricoles.

Le cheptel ovin et caprin est constitué de près de 800 vaches laitières et plus d'une cinquantaine de chèvres. Tandis que la production laitière bovine moyenne est estimée à plus de 4,5 millions de litres par an et caprine à 18 975 litres/an. Les éleveurs ont saisi l'occasion de cette fête pour exprimer leurs préoccupations, car les potentialités agricoles en général et celle de la filière lait ne sont pas totalement exploitées.

H. M.



PH. > D. R.

Skikda/Pêche continentale

Le barrage d'El Kenitera classé premier

Le barrage d'El Kenitera de la commune d'Oum Toub (ouest de Skikda) a été classé premier à l'échelle nationale dans le domaine de l'exploitation des barrages dans la pêche continentale, a-t-on appris samedi du directeur de la pêche et des ressources halieutiques.

S'exprimant en marge de la cinquième édition de la manifestation «Ports et barrages bleus», organisée au port de Stora, Hocine Bousbii a indiqué que cette distinction a été attribuée au barrage d'El Kenitera par le Comité national de la pêche. Ce jury a pris en considération plusieurs critères dont la propriété de l'infrastructure hydraulique, le nombre d'exploitants estimé à 5 investisseurs ainsi que la quantité annuelle de la pêche, a précisé le même responsable, notant que la production de ce barrage a atteint, en 2016, 40 000 tonnes de poissons.

Il est à souligner que pas moins de 300 éléments, dont des plongeurs, ont contribué à la réussite de la manifestation

«Ports et barrages bleus» qui a ciblé les ports de Collo, El Marsa et Stora. Cette opération a été effectuée en collaboration des éléments des gardes-côtes, de la Protection civile, ainsi que ceux de l'Entreprise de gestion des

ports et abris de pêche (E.G.P.P), ceux de l'Entreprise publique de gestion des déchets de Skikda, «Cleansky» et également des membres de l'association «Ecologica» versée dans la protection de l'environnement.

Une opération de nettoyage menée par des plongeurs a permis d'extraire des tas de déchets et d'autres débris, des roues et des bouteilles en plastique notamment, a-t-on noté, soulignant que cette opération sera

appuyée par une campagne de sensibilisation au profit des citoyens et des professionnels du secteur de la pêche sur les dangers des déchets sur les ressources aquacoles.

Fatah B.

Arènes d'Oran

La vocation culturelle peut leur redonner «une seconde vie»

La conversion des Arènes d'Oran en lieu de formation et d'animation artistique a été vivement recommandée, samedi à Oran, par des universitaires à l'occasion d'une conférence dédiée à cette bâtisse de plus d'un siècle d'âge.

«La vocation culturelle est à même de redonner une seconde vie à cette structure», ont suggéré les animateurs de la rencontre tenue à l'Institut Cervantès à l'initiative de l'association locale «Les nomades algériens».

L'enseignant Lotfi Benamar, du département d'architecture de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran «Mohamed-Boudiaf» (USTO-MB), a insisté sur la nécessité de donner une nouvelle vocation aux Arènes, qui soit en rapport avec le monde de la culture.

La proposition émise en ce sens vise à la préservation du site considéré, «car nous avons une responsabilité à l'égard des lieux témoins de notre histoire», a-t-il soutenu.

Les recommandations faites par cet intervenant et deux autres universitaires, Malika Kasmi et Leila Neil, issues également de l'USTO-MB, portent sur la conversion des lieux en espaces de formation et d'animation dédiés aux différents arts du spectacle tels le cinéma, la musique, le théâtre et la chorégraphie.

La vision de ces architectes comprend en outre «la couverture du site par la construction d'une terrasse panoramique dans un objectif à la fois esthétique et acoustique».

Infrastructure unique en son genre à l'échelle du continent africain, le site des Arènes est implanté à «haï Mahieddine» (ex-

Eckmühl) où il fut construit il y a plus d'un siècle. Cet endroit a abrité durant la période coloniale des spectacles de taumachie, ont rappelé les universitaires, préconisant l'exploitation de la bâtisse pour la programmation d'activités qui correspondent à «nos valeurs culturelles et identitaires».

L'association organisatrice de cette rencontre, «Les nomades algériens», a été créée en 2009 par un groupe de jeunes dans le but de promouvoir et valoriser l'image touristique du pays. Ces jeunes ont à leur actif l'élaboration d'un guide pratique traçant un circuit précis pour la visite des différents sites et monuments du quartier historique de Sidi El-Houari. L'association prévoit d'autres éditions portant sur d'autres circuits urbains et naturels de la ville d'Oran.

L. O.

M'sila

La gendarmerie effectue une manœuvre de maintien de l'ordre

L'unité 26 de sécurité et d'intervention de la Gendarmerie nationale à M'sila a effectué, samedi, une manœuvre de maintien de l'ordre, a-t-on constaté. Cet exercice supervisé par des officiers supérieurs du commandement général et régional de la Gendarmerie nationale de Blida, en présence des autorités locales, consiste en une simulation d'une opéra-

tion de maintien de l'ordre au cours d'un relèvement des habitants. Au cours de cette simulation, les éléments de l'unité d'intervention ont déjoué une tentative de suicide d'un citoyen non bénéficiaire d'un logement et ont œuvré à faire disperser dans le calme, et sans recourir à l'utilisation du gaz lacrymogène, la population, suite à la fermeture d'une route. La troisième étape

de cet exercice virtuel a été axée sur la maîtrise d'un groupe de citoyens contestataires qui n'a pas bénéficié de logements, entré en conflit avec un autre groupe de bénéficiaires.

Selon les officiers encadreurs de cet exercice, l'opération a pour but de préparer les éléments de la gendarmerie à des situations de crise complexes tout en peaufinant la cohésion

des unités opérationnelles. Il a été souligné que la manœuvre s'est déroulée dans des bonnes conditions et que les éléments intervenants de la gendarmerie ont assumé les missions qui leur sont dévolues au cours de cet exercice. «Cette simulation a été parfaitement exécutée et avec maîtrise par l'unité d'intervention de la Gendarmerie nationale, soutenue par l'équipe d'hélico-

ptère de ce corps constitué de la wilaya de M'sila», a-t-on encore indiqué.

La manœuvre qui s'inscrit dans le cadre de l'évaluation du niveau de la formation continue dans le domaine de la protection des biens et des individus, vise également à tester la disponibilité des unités d'intervention et leur rapidité de réaction, a-t-on conclu.

O. N.



Tunisie

La situation du secteur des hydrocarbures est «délicate»

■ La ministre tunisienne de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Hélé Cheikhrouhou, a indiqué que la situation du secteur des hydrocarbures en Tunisie était «délicate».

Par Mondji T.

Dans une déclaration à l'agence de presse tunisienne TAP, la ministre a expliqué que cette situation est due notamment à la faiblesse de la production qui a dégringolé de 100 mille barils à 40 mille actuellement et le recul des opérations de prospection.

Intervenant en marge de la clôture d'un séminaire organisé samedi par l'Union générale des travailleurs tunisiens (Uggt) à Hammamet sur «le rôle des syndicats dans la préservation des richesses naturelles», la ministre a souligné que le secteur avait besoin d'une paix sociale pour pérenniser la production et permettre aux investisseurs de poursuivre leurs activités et réaliser leurs programmes.

Elle a averti que toute perturbation de la production va influencer négativement sur l'approvisionnement en électricité à l'approche de la période de pointe de la consommation, au cours

de la saison estivale, tout en insistant sur la nécessité de préserver le caractère pacifique des mouvements sociaux pour l'intérêt du pays.

Hausse de l'indice des prix de vente industriels

L'indice des prix de vente industriels a progressé en Tunisie de 3,7% en mars dernier par rapport à la même période de l'année 2016, a annoncé l'Institut national de la statistique (INS).

L'Institut a précisé que cette augmentation provient essentiellement de «la hausse des prix des produits de l'industrie manufacturière (3%), et des produits de l'industrie extractive (8,4%), en raison de l'accroissement des prix des produits de l'extraction énergétique de 10,3% et des produits non énergétiques de 2,4%».

En ce qui concerne l'évolution mensuelle, cet indice a augmenté de 0,3% après un mois de



Ph. : DR

février stable, et ce, en raison de la «hausse enregistrée au niveau des prix des produits de l'industrie extractive (0,4%) et de l'industrie manufacturière (0,3%)».

L'INS a précisé que le renchérissement des prix des produits

de l'industrie manufacturière est dû essentiellement à «la hausse des prix des produits de l'industrie agroalimentaire de 0,9%, de l'industrie mécanique et électrique de 0,4% et de l'industrie textile de 0,1%».

En revanche, une baisse remarquable des prix a été enregistrée pour les produits de l'industrie chimique de 0,9%, selon la même source.

M. T./APS

Pour son soutien à la cause sahraouie

Brahim Ghali salue la communauté internationale

Le président sahraoui et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a salué, samedi, la communauté internationale pour son soutien à la cause sahraouie et les efforts consentis par tous les défenseurs de la lutte du peuple sahraoui notamment l'Algérie, appelant l'Organisation des Nations unies (ONU) à assumer pleinement sa responsabilité dans le parachèvement de la décolonisation du Sahara occidental.

«Nous saluons l'Algérie, pays frère, qui a soutenu, conformément à ses principes et la charte et les résolutions internationales sans réserve ni hésitation, la lutte du peuple sahraoui en vue de mettre fin au colonialisme dans son pays», a indiqué le Président Ghali dans un message adressé samedi à la communauté internationale à l'occasion du 44^e anniversaire de la lutte contre l'occupation marocaine, soulignant «sa place méritée (l'Algérie) au niveau régional, continental et international en confrontant avec sagesse les défis et les dangers qui guettent la région y compris ceux issus des politiques hostiles du Maroc».

«Nous saluons la République de Mauritanie et nos frères du continent africain qui ont fait de la cause sahraouie une cause africaine en dépit du refus marocain», a-t-il poursuivi.

Le président sahraoui a salué également «le mouvement de solidarité en Europe et dans le monde entier mettant en exergue la solidarité du peuple espa-

gnol et la responsabilité historique et juridique de l'Etat espagnol vis-à-vis du peuple sahraoui».

M. Ghali a réitéré son appel à l'ONU d'«assumer pleinement sa responsabilité dans le parachèvement de la décolonisation au Sahara occidental», ajoutant que «le Front Polisario affirme son entière disposition à coopérer avec le Secrétaire général de l'ONU et son envoyé spécial pour accélérer la mission de la Minurso et mettre en œuvre les dispositions de la dernière résolution du Conseil de sécurité, notamment celle relative à la poursuite du processus de négociation et le traitement de toutes les questions suspendues issues de la violation du Maroc au cessez-le-feu et la convention militaire N°1 à Guerguerat».

«Il est temps que la communauté internationale trouve une fin juste et urgente au drame d'un peuple opprimé et à quatre décennies d'agression, d'extension et d'intransigeance marocaine et d'accélérer l'organisation d'un référendum d'autodétermination en faveur du peuple sahraoui», a-t-il insisté.

Le président sahraoui a mis l'accent sur l'arrêt historique de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue) en décembre 2016 ayant soutenu de nombreuses résolutions internationales, validant que le Sahara occidental et le Maroc sont deux territoires distincts et séparés, et que l'existence du Maroc sur le territoire sahraoui n'est qu'une occupation illégale.

«Il faut respecter la volonté du peuple sahraoui, à travers son seul représentant légitime, le Front Polisario», a-t-il souligné.

A cette occasion, le président sahraoui a évoqué «les graves violations des droits de l'Homme commises par le Maroc contre les civils sahraouis désarmés, l'embargo étouffant imposé sur les territoires sahraouis occupés et les détentions et procès formels», ce qui nécessite en urgence de «permettre à la mission de la Minurso de défendre et de contrôler les droits de l'Homme au Sahara occidental et d'en faire des rapports».

En ce jour historique, qui commémore le 44^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée, le président sahraoui s'est recueilli à la mémoire des Sahraouis qui se sont sacrifiés pour l'indépendance de leurs pays à l'instar du chef de la révolution sahraouie, El-wali Moustafa Esseyed, et le défunt président Mohamed Abdelaziz.

M. Ghali a valorisé «le rôle de l'Armée de libération sahraouie, toujours prête à libérer le pays et à recouvrer la souveraineté entière de l'Etat sahraoui» comme à Guerguerat «où elle a adressé un message au Maroc et au monde, à travers lequel elle a fait preuve d'attachement à ses droits légitimes». Dans son message, Ibrahim Ghali a rappelé la résilience des citoyens dans les camps de réfugiés et les territoires libérés et occupés ainsi qu'au sud du Maroc, les disparus et les détenus politiques dans les prisons

marocaines, à l'instar des détenus de «Kdim Izik» qui subissent des pratiques coloniales, les plus abominables de l'histoire, exprimant sa solidarité envers eux et exhortant la communauté internationale à assumer sa responsabilité afin de les libérer «immédiatement et inconditionnellement».

Dans le même sillage, M. Ghali s'est félicité «du noble travail de l'équipe qui défend les détenus de "Kdim Izik" en dévoilant la réalité de l'injuste procès», accusant le Maroc de «vouloir faire taire la voix sahraouie réclamant l'indépendance et la liberté», appelant le peuple marocain à «œuvrer pour la justice, la démocratie et la légitimité internationale».

Après 44 ans de lutte, le peuple sahraoui s'attache davantage à son militantisme pour la liberté et l'indépendance, a affirmé le président Ghali.

Pour rappel, le peuple sahraoui célèbre ce samedi son 44^e anniversaire de la lutte armée dirigée par le Front Polisario.

Le gouvernement sahraoui et le Front Polisario ont tracé un programme varié pour commémorer cet événement qui se déroulera durant deux jours à la wilaya d'Aousserd avec la participation des délégations étrangères. Des spectacles folkloriques et artistiques, des expositions et des jeux sportifs auront lieu ainsi que l'organisation de sit-in de solidarité avec les héros de l'Intifadha pour l'indépendance.

Ghada T.



Venezuela

Plus de 200 000 manifestants contre Maduro

■ Plus de 200 000 personnes ont manifesté samedi au Venezuela pour exiger le départ du président socialiste Nicolas Maduro dont ils dénoncent la «dictature», au cinquantième jour de la vague d'actions de protestation contre l'héritier d'Hugo Chavez.

Par Rosa F.

Caracas, plus de 160 000 manifestants, selon l'opposition, ont tenté d'atteindre le ministère de l'Intérieur avant d'être dispersés par des tirs de grenades lacrymogènes des forces de l'ordre. Selon Ramon Muchacho, maire de Chacao, un quartier de l'est de la capitale, au moins 46 manifestants ont été blessés au cours des échauffourées, marquées par des jets de pierre et de cocktails molotov. Parmi eux figure une femme qui a été écrasée par un véhicule, a indiqué le parquet. Des accrochages étaient

encore signalés dans la nuit dans la périphérie de la ville.

A San Cristobal, dans l'État de Tachira (ouest), frontalier de la Colombie, plus de 40 000 personnes ont défilé, selon une estimation de l'AFP, malgré une situation tendue après le déploiement de 2 600 militaires consécutif à une série de pillages et d'attaques contre des installations de la police et de l'armée. «Pour ce 50^e jour de résistance, nous allons organiser la plus grande démonstration de force de cette période», avait averti Juan Andrés Mejía, un des jeunes députés à la tête des protestataires. Le 19 avril, des cen-

taines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues du pays. Selon le dernier bilan du parquet, les incidents qui se produisent désormais quasi quotidiennement ont fait 47 morts. D'après l'ONG Foro Penal, on compte aussi des centaines de blessés, quelque 2.200 personnes interpellées et au moins 161 incarcérées sur ordre des tribunaux militaires.

«Cela a été un massacre contre la population, mais malgré tout, malgré la répression (il y a) plus de résistance», a lancé le chef de l'opposition Henrique Capriles, au départ de la marche de Caracas.

«Je veux que nous vivions en démocratie», a dit à l'AFP Mariangel, 24 ans, qui dit vouloir que ses deux fils puissent manger à leur faim.

L'opposition souhaite des élections anticipées et rejette la décision du chef de l'État de convoquer une assemblée constituante pour réviser la Constitution de 1999. Elle estime qu'il s'agit d'une manœuvre en vue de repousser la présidentielle prévue pour fin 2018. «Nous sommes des millions contre la dictature», «#Résistance», pouvait-on lire sur des pancartes des antichavistes, du nom d'Hugo Chavez, qui a été président de 1999 jusqu'à sa mort en 2013.

«C'est une façon de rappeler au gouvernement qu'après cinquante jours de résistance, des morts et des prisonniers, nous sommes plus nombreux et que nous n'allons pas nous rendre», s'était exclamé vendredi soir devant la foule Freddy Guevara, le vice-président du Parlement, dominé par l'opposition.

Nicolas Maduro devait recevoir pour sa part samedi soir au Palais présidentiel quelque 2 000 salariés du secteur alimentaire



qui, vêtus de rouge, ont défilé dans un autre quartier de la ville en dansant et chantant pour soutenir son projet d'assemblée constituante. Mais ils n'ont finalement pas rencontré le président à la fin de leur marche. Celui-ci leur a téléphoné pour leur dire notamment: «Gigantesque marche (...) La Constituante est la voie de la paix».

Les manifestations dégénèrent la plupart du temps en affrontements avec les forces de l'ordre. S'y ajoutent des pillages et la violence des «colectivos», des groupes de civils armés par le gouvernement, selon l'opposition.

Les adversaires de M. Maduro dénoncent une «répression sauvage», tandis que le pouvoir accuse l'opposition de «terrorisme» en vue d'un coup d'État soutenu par les États-Unis.

Henrique Capriles, qui a assuré que les autorités l'avaient empêché jeudi de quitter son pays pour les États-Unis, a annoncé qu'un de ses avocats avait remis vendredi à New York un rapport sur la crise au Venezuela au Haut commissaire

de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein.

La seule porte de sortie à la crise politique est l'organisation rapide d'élections, a quant à lui estimé le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, dans un message vidéo. Le Venezuela doit maintenant entamer «la négociation définitive en vue d'accepter les termes du rétablissement de la démocratie», a-t-il ajouté.

De son côté, le président russe Vladimir Poutine a souligné au cours d'un entretien téléphonique avec M. Maduro, «le droit du peuple vénézuélien à choisir son destin sans intervention extérieure», selon un communiqué de la diplomatie vénézuélienne.

Sept Vénézuéliens sur dix souhaitent le départ du président Maduro, d'après les sondages, une profonde crise économique et sociale attisant la colère populaire dans ce pays pétrolier ruiné par la chute des cours du brut, frappé par de graves pénuries d'aliments et de médicaments et une criminalité hors contrôle.

Afghanistan

Vingt policiers afghans tués dans une attaque des talibans

Vingt policiers afghans ont été tués hier dans une attaque coordonnée contre six de leurs postes dans le sud-est du pays revendiquée par les talibans, ont indiqué des responsables locaux. «Cette nuit vers 01h00 du matin, un groupe de talibans lourdement armés a lancé une attaque coordonnée contre les barrages de police du district de Shah Joy, dans la province de Zabul», a indiqué à l'AFP le gouverneur provincial, Bismillah Afghanmal.

«L'assaut a duré quatre heures», a précisé le gouverneur.

Une quinzaine de policiers ont été également blessés dans ces attaques, a indiqué un responsable du district, refusant

d'être identifié. «Les talibans ont lancé des attaques groupées coordonnées contre six barrages de la police, des renforts ont été aussitôt envoyés. Vingt policiers ont été tués lors des combats et quinze blessés», a raconté cette source.

Selon les médias locaux, les policiers assaillis ont appelé des journalistes pour les prévenir de l'attaque faute de pouvoir joindre leurs responsables.

Les forces afghanes subissent des pertes considérables face aux attaques des insurgés et plus encore la police que l'armée. En outre le ministère de l'Intérieur est considéré comme l'un des plus corrompus du pays.

Les talibans ont revendiqué cette opération sur leur site internet, affirmant qu'elle s'inscrivait «dans le cadre de l'opération Mansouri», leur traditionnelle offensive de printemps lancée fin avril, dont le nom fait référence au leader du mouvement, le Mollah Omar, abattu en mai 2016 par une attaque de drone américain au Pakistan.

Les talibans ont promis de s'en prendre «principalement» aux «forces étrangères, leurs infrastructures militaires et de renseignement (et à) leurs mercenaires locaux».

«L'ennemi sera visé, harcelé, tué ou capturé jusqu'à ce qu'il abandonne ses derniers postes» assuraient-ils alors.



Points chauds

Choix

Par Fouzia Mahmoudi

Si le début de l'entre-deux tours de la présidentielle française semblait assez favorable à Marine Le Pen, non pas au point de l'imaginer gagner l'élection, mais pour donner une crédibilité au Front national et placer le parti comme le principal opposant politique du nouveau président, sa fin a été une véritable déception. Mais le médiocre débat entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen de l'entre-deux tours est ce qui a vraiment déraillé sa course. De même l'alliance avec Nicolas Dupont-Aignan qui a poussé la candidate frontiste à retoquer son programme concernant la sortie de l'Union européenne et surtout concernant l'abandon de la monnaie unique. Des décisions qui ont déstabilisé une partie de la base des électeurs FN, mais pas seulement. En effet, l'une des figures les plus importantes du parti frontiste, le vice-président du mouvement Florian Philippot n'a pas apprécié, et c'est là le moins que l'on puisse dire, le récent revirement de la candidate FN quant à la sortie de la zone euro. Il a ainsi assuré cette semaine qu'il quittera «bien sûr» le Front national si son parti recule sur ce dernier point. «Je ne me contredis pas à une semaine d'intervalle, ce n'est pas mon genre, (mais) ce n'est pas, contrairement à ce que j'ai pu lire ici ou là, du chantage. C'est simplement de l'exposition de convictions.» Selon le vice-président du Front national, abandonner la sortie de la zone euro, «voudrait dire que le Front national deviendrait européen ? Fédéraliste ? C'est inimaginable. Parce que sinon, ce n'est plus le Front national. Quand il s'agit de toucher à l'essentiel comme la souveraineté nationale, on touche au dur du dur». Il admet toutefois que son parti a été «complètement inaudible» sur la question du sort de l'euro pendant «la dernière semaine» de la campagne présidentielle. «Les gens pensaient qu'on proposait de payer en euros le matin, en euros le midi, en francs le soir». «Ce n'est pas de la responsabilité de Marine Le Pen, précisez-t-il aussitôt. Je m'y mets complètement dedans. Je pense qu'on n'a pas été clairs.» Il souhaite donc que le FN clarifie sa position : «Soit on continue avec cette monnaie et ça ne fonctionnera jamais, il n'y aura jamais de solution contre le chômage. Soit on retrouve les instruments de la liberté. (...) Nous devons aller vers une dissolution de la zone euro et avoir une monnaie nationale.» Marine Le Pen est allée pour sa part plus loin quelques jours auparavant au JT de TF1, jugeant qu'une «réflexion» était nécessaire sur la sortie de l'euro défendue par son bras droit. Affirmant avoir «bien conscience que le sujet de l'euro a inquiété considérablement les Français, de manière presque irrationnelle», la présidente du FN et ex-candidate à la présidentielle, a déclaré : «Nous allons devoir en tenir compte, discuter, réfléchir». «Ça sera le chantier que nous ouvrirons après les législatives, ça sera le congrès. Chacun pourra s'exprimer», a ajouté la présidente du FN, alors que de nombreux cadres et dirigeants du parti imputent à la position sur la sortie de l'euro, pourtant largement édulcorée pendant la campagne présidentielle, une partie de la défaite au second tour. Pourtant, Philippot est dans le vrai lorsqu'il affirme qu'une partie de l'identité de son parti n'existera plus sans la sortie de l'euro, et les détracteurs du FN pourront alors affirmer que le FN est le parti des racistes et non plus des souverainistes, comme aimait à l'assurer Marine Le Pen.

F. M.



Exposition

Malek Salah dévoile «State Of Disorder»

■ Une exposition de l'artiste peintre Malek Salah, célébrant le trait et le graphisme, tant dans la précision que dans le foisonnement et l'abstrait, tout en explorant différentes étapes de la création artistique, a été inaugurée samedi à Alger.

Par Par Abla Selles

Intitulée «State Of Disorder» (Etat du désordre), l'exposition regroupe une cinquantaine de nouvelles œuvres à la galerie d'art «Dar El-Kenz» qui proposent au public de (re)découvrir la touche particulière de Malek Salah qui revient après son exposition «Strates» sur sa propre démarche artistique.

Employant uniquement des

trames de couleurs neutres (blanc, noir et gris), Malek Salah expose des œuvres portant des milliers de traits au crayon ou à la craie produisant des tableaux épurés ne laissant paraître que des grilles blanches sur des nuances sombres qui laissent libre cours à l'interprétation du visiteur comme dans l'œuvre intitulée «Impact». La même technique est également adoptée par l'artiste dans sa série intitulée «Portraits» qui présente les

contours d'un portrait sur fond noir, sans traits de visage, et ornés d'une multitude de touches blanches et parfois jaunes.

Cette démarche démontre une volonté de l'artiste de mettre en avant la partie graphique dessinée par une épurée à tous les niveaux. Sur certaines œuvres des touches jaunes ou ocres agrémentent des gestes amples au pinceau large, relèvent l'univers sombre de cette



collection généralement composée de couches, et parfois d'œuvres, pouvant par la même technique exprimer le désordre et le chaos ou le dynamisme et la créativité.

«Prémises», «Amalgame» ou encore «Circonvolution» sont des œuvres résolument contemporaines où l'artiste-peintre opte pour une trame moins sombre mais tout aussi sobre.

Dans certaines de ces toiles, Malek Salah opère des collages

de sculpture sur bois ou d'autres petits formats sur carton revenant à sa précédente collection «Strates».

Né en 1949 à Tizi Ouzou, Malek Salah, diplômé des Ecoles des Beaux-arts d'Alger et de Paris, avait enseigné à Alger dans les années 1980. A la même époque, il commence à exposer ses œuvres en Algérie puis dans plusieurs autres pays comme la France, le Sénégal, l'Espagne ou encore Cuba.

En 2007, Malek Salah avait exposé sa collection «Majnun Layla» à l'ouverture du Musée d'art moderne d'Alger (Mama) avant de renouer avec les galeries d'art algériennes en 2016 avec l'exposition «Strates».

«State Of Disorder» se poursuit jusqu'au 3 juin prochain à la galerie «Dar El Kenz».

A. S./APS

Chanteuse portugaise de Fado

Cristiana Aguas subjugué le public algérois

La chanteuse portugaise Cristiana Aguas, une des plus grandes voix du Fado de la nouvelle génération, a animé samedi soir à Alger un concert, où la cantilène et la complainte populaire ont été exprimées dans des consonances méditerranéennes devant un public conquis.

Programmée dans le cadre du 18e Festival culturel européen, ouvert le 10 mai dernier à Alger, le récital de Cristiana Aguas a drainé un public nombreux à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riadh El Feth, qui a eu droit, durant une heure de temps, à un florilège de chansons du patrimoine, rendues dans le registre «Fado» qui s'inspire d'un genre poétique portugais très populaire, empreint de mélancolie.

«Heureuse» d'être à Alger, Cristiana Aguas a présenté une quinzaine de pièces – essentiellement tirées de son unique album sorti sans titre – aux sujets traitant notamment de l'amour, la terre, le chagrin, la séparation et la nostalgie, rappelant le meilleur de l'ancien auquel elle a ajouté une pointe de modernité, dans une nouvelle conception qui fait son

originalité. Evoquant avec finesse le quotidien des gens et leurs préoccupations, la cantatrice, à la voix suave et étoffée, a brillamment rendu les pièces, «So porquê nao sei nadar», «Cromologia», «A Vinha e o Olival», «Barro divino», «Alma Sadina», «Ingravidez», «Sangue Latino», «Porque nao», «Tistes passaros», «Fala da mulher Sozina», «Caldeirada», «Aporta da Brasileira», «Formiga Bossa Nova» et «Marguem».

Dans un genre populaire bien élaboré, l'orchestration acoustique aux consonances jazz, assurée par Antonio Quintino à la basse, Nilson Dourado à la guitare d'accompagnement et à la percussion et Antonio Andrade à la guitare portugaise (sorte de mandoline avec une caisse volumineuse) et au piano, a embarqué le public dans une randonnée onirique à travers la richesse du patrimoine portugais.

Faisant montre de professionnalisme et de maîtrise, les instrumentistes ont brillé de technique et de dextérité, dans des arrangements de haute facture, servis par des arpèges et des accords dissonants permet-

tant une exploitation optimale des intervalles d'harmonisation.

Les rythmes, conçus dans les mesures à deux, trois ou quatre temps, n'ont pas manqué de variations dans les mouvements, alternant douceur et esprit festif, dans un jeu nuancé, entre lenteur et rapidité.

Les différentes pièces proposées au programme ont mis en valeur une nouvelle vision du Fado, ouverte sur de «nouvelles approches», empreintes par des arrangements subtils, qui «expriment des sentiments forts dans la douceur des sonorités et des cadences», explique la chanteuse, avant d'ajouter que son deuxième opus, dont la «sortie est imminente», s'inscrivait dans la même démarche artistique.

En présence de l'ambassadeur du Portugal en Algérie, Carlos Oliveira, la jeune cantatrice a plusieurs fois été applaudie par l'assistance qui a savouré le spectacle dans un silence religieux, imposé par la qualité de ses chansons menées dans un esprit musical tempéré.

Racim C.

Long métrage de la franco-algérienne Rachida Brakni

«De sas en sas» projeté à Alger

«De sas en sas», un long métrage de fiction de la réalisatrice franco-algérienne Rachida Brakni sur les conditions d'accueil dans les prisons françaises décrites par des proches des détenus, a été projeté samedi à Alger dans le cadre du 18^e Festival culturel européen en Algérie.

Sorti en 2016, ce drame de 82 minutes inspiré d'une histoire véridique vécue par la réalisatrice, dépeint les souffrances d'un groupe de femmes qui se croient dans une prison pour rendre visite à leurs proches. Au malheur de leurs enfants, époux, pères ou frères incarcérés, s'ajoutent les tracasseries administratives et le comportement méprisant des gardiens des lieux. Une situation devenue infernale pour ces femmes qui doivent prendre leur mal en patience pour atteindre le parloir.

A l'écran, Nora, rôle campé par l'actrice française Zita Harnot, en compagnie de sa mère Fatma, incarné par la chanteuse algérienne Samira Brahmia, se prépare à rendre visite à son frère qu'elle n'a pas revu depuis six mois à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (France). Sur place, elles croisent d'autres femmes, venues voir un membre de la famille ou un compagnon.

La porte de la prison franchie, les visiteurs sont soumis à une série de fouilles minutieuses avant de progresser vers le parloir, cette tribune d'expression si difficile à atteindre. Devant l'intransigeance des surveillants qui appliquent scrupuleusement le règlement, ces femmes aux «nerfs fragiles» parviennent toutefois à faire passer des produits «prohibés» comme celle qui a dissimulé une barre de chocolat

dans son foulard pour son mari. A l'attente qui se fait longue s'ajoutent la canicule et la soif qui irritent ces femmes, enfermées dans la salle d'attente. C'est dans ce «huis clos» qui symbolise l'enfermeur que le film évolue en frôlant les codes du théâtre pour traduire à l'écran un scénario dérivé d'une histoire vécue en 2003 par la réalisatrice elle-même.

Pour accentuer les traits de cet enfermement, Rachida Brakni a opté pour des plans serrés dans les différentes scènes du film notamment celles qui se déroulent dans la salle d'attente, le couloir et le parloir. Mené par des actrices au talent avéré à l'instar de Zita Harnot, Fabienne Babe ou encore Meriem Serbah, «De sas en sas» se distingue par un dialogue «subtil» et «authentique» entre professionnels et amateurs.

Salué par les spectateurs, le film déjà primé en 2016 au Festival international du film de Belfort (France) dénonce, en filigrane, les conditions d'accueil «désobligeantes» des proches des détenus.

Présente à la projection, Samira Brahmia a précisé que le tournage du film qui a duré «cinq semaines» a été effectué en France dans un asile psychiatrique où la réalisatrice a planté les «décors suggérés de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis».

En réponse à une question sur des «scènes de violence», Samira Brahmia s'est défendue de l'idée de faire des «clichés sur les immigrés» en expliquant que la colère des femmes est motivée par le souci (technique) de «se battre pour défendre le droit de parole et s'extirper des quatre murs de la prison».

R. C.

Rendez-vous culturels

Musée public national du Bardo (rue Franklin Roosevelt, Alger)

Jusqu'au 22 mai :

L'ambassade du royaume des Pays-Bas en Algérie organise l'exposition de photographie «Culture assaillie», illustrant l'état des lieux, des monuments, sites et manuscrits ayant une valeur patrimoniale mondiale, qui se trouvaient dans le passé et qui se trouvent toujours en danger à cause des conflits.

Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie (Alger)

Jusqu'au 30 mai :

Exposition de l'artiste calligraphe Salah El Megbed intitulée «Perles en lettres».

Salle Ibn Zeydoun

jusqu'au 24 mai :

Festival culturel européen d'Alger.

Jusqu'au 24 mai :

L'exposition «Swedish Fashion and Design stories» donne un aperçu des tendances de ces 15 dernières années.

Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger (MAMA)

Du 13 mai au 13 juillet :

Exposition photographique intitulée l'kbal/Arrivées : «Pour une nouvelle photographie algérienne».



Coup-franc direct

Encore à des années-lumière !

Par Mahfoud M.

Ce qui s'est passé avant-hier soir lors de la 27^e journée de la Ligue 1 Mobilis, nous pousse à dire encore une fois qu'il y a un grand fossé entre la réalité du terrain et l'idéalisme de ce que font les puristes de la balle ronde nationale. La télévision qui est empêchée de rentrer dans la majorité des stades du pays et un club qui prend à témoin tout le monde avouant avoir été tabassé dans les vestiaires et le tunnel menant au stade. Tout cela montre que rien n'a changé au niveau des mentalités chez certains. Ils veulent se maintenir en élite ou remporter le titre par la force et n'ont rien à cirer du fair-play et de la sentence du terrain. On est encore à des années-lumière de ce qui se fait dans les autres pays qui accordent une très grande importance à ce genre de détails et au respect mutuel entre tous les clubs en plus du respect des instances qui gèrent le football de leur pays, pas comme nous qui sont dans une tout autre planète. Cela est vraiment grave qu'on trouve encore des gens qui ont toujours ces gênes de barbares et qui continuent à salir le football national par leurs procédés d'un autre âge. La Fédération devrait dans le même temps s'interposer pour sanctionner tous ceux qui interdisent l'entrée des caméras dans les stades étant donné que les visées de ces derniers sont claires.

M. M.

JSI-2017 (9^e journée)

Le perchiste Cherabi récolte le bronze

L'ATHLÈTE HICHEM Khalil Cherabi a décroché le bronze de la perche, permettant à l'Algérie de consolider sa 6^e place au classement général, au moment où la sélection nationale masculine de volley-ball a été éliminée en 1/2 finale par le pays hôte, samedi à l'occasion de l'avant dernière journée des Jeux de la solidarité islamique à Bakou (Azerbaïdjan). Cherabi a réussi à monter sur le podium, mais n'a pas pu cacher sa déception après la fin du concours, les 5m 25 réalisés étant très loin de sa meilleure performance personnelle. Je n'arrive pas encore à digérer ni à comprendre le visage montré aujourd'hui. Mon niveau me permet d'atteindre une bien meilleure hauteur, a réagi le perchiste de 24 ans. Dans la finale du 1500m messieurs l'Algérien Ali Messaoudi a franchi la ligne d'arrivée 6^e avec un temps très modeste (3'44 :72). La médaille d'or est revenue au Bahreïni Mikho Sadiq (3'36 :64). rideau est tombé sur les épreuves de l'athlétisme, reine des disciplines, organisées sur quatre jours à l'Olympic stadium de Bakou. En sports collectifs, l'équipe nationale masculine de volley-ball n'a pas été capable de créer l'exploit espéré devant des azéris soutenus par leur public dans une demi-finale disputée au Crystal Hall. Les hommes de l'entraîneur Mouloud Ikhedji batut par l'Azerbaïdjan (3-1), affronteront la Turquie dimanche (14h00 algérienne) en match de classement pour la 3^e place synonyme de médaille de bronze. En revanche, la sélection algérienne féminine de basket-ball 3x3 n'a pas disputé son quart de finale contre la Turquie samedi en raison des fortes pluies qui se sont abattues sur Bakou. Le match a été reprogrammé pour dimanche. De son côté, l'équipe algérienne de football des moins de 23 ans défilera le Cameroun lors de la petite finale pour la médaille de

bronze dimanche à 14h00 locale (11h00 algérienne) à Tofik Bahramov Stadium à Ganjlik. A une journée de la fin de la compétition, l'Algérie occupe toujours le 6^e rang avec un total de 37 médaille (7 or, 12 argent, 18 bronze) dans un classement dominé par l'Azerbaïdjan (66 or, 39 argent, 29 bronze), suivi de près par la Turquie (65 or, 58 argent, 49 bronze).

Benamadi (-90 kg) se contente de la 7^e place

Le Judoka algérien Abderrahmane Benamadi s'est contenté de la 7^e place au Grand Prix d'Ekaterinbourg, organisé les 20 et 21 mai 2017 en Russie, après son échec au repêchage, dans la catégorie des moins de 90 kg. Versé dans la poule "C", Benamadi a été dispensé du premier tour, tout comme son adversaire, Ekubzhon Nazirov (Tadjikistan), qu'il a battu hier matin au deuxième au tour, avant d'échouer dans le combat suivant, face au Néerlandais Noel Van T End. L'Algérien a reçu une seconde chance au repêchage, ce qui lui aurait permis d'aller en demi-finale et d'espérer au moins le bronze, mais il a perdu dès son premier combat contre le Russe Magomed Magomedov. La finale des moins de 90 kg mettra aux prises le Hongrois Krisztian Toth et le Japonais Kenta Naga Sawa, au moment où le Néerlandais Noel Van T End et l'Espagnol Nikoloz Sherazadishvili ont pris le bronze, après leur défaite en demi-finale. L'Algérie a engagé deux autres judokas dans cette compétition de haut niveau, à savoir : Lyès Bouyacoub chez les moins de 100 kg et Nadjib Temmat chez les plus de 100 kg, qui feront incessamment leur entrée en lice. Un total de 286 judokas (164 messieurs et 122 dames), représentant 36 nations, participent à ce tournoi.

Ligue 1 Mobilis (27^e journée)

L'ESS se dirige vers le titre, la JSK souffle

■ L'Entente de Sétif se dirige tout droit vers un énième titre de champion d'Algérie, grâce au succès acquis à domicile face à la formation sudiste de la JS Saoura sur le score de (1/0), lors de la première partie de cette 27^e journée de Ligue 1 Mobilis, qui a été marquée aussi par la victoire de la JS Kabylie lors de sa confrontation directe avec un autre concurrent pour le maintien à savoir, le RC Relizane, sur la plus petite des marges, ce qui lui permet de souffler.

Par Mahfoud M.

Les Sétifiens, vainqueurs donc à l'arraché des gars de la Saoura, grâce au sauveur Djahnit (85), a accueilli avec bonheur la chute de son principal rival, le MC Alger à Constantine, devant le CS Constantine (0-2), qui lui permet de porter son avance à sept points mais avec un match en moins pour les Algérois. Le «Doyen» qui pense à son match de mardi contre le CS Sfax (Tunisie) en Coupe de la Confédération a même raté un penalty par Gourmi dans le temps additionnel (90+2) dans cette partie de mise à jour de la 26^e journée. L'intérêt majeur de cette 1^{re} partie s'est porté vers le bas du tableau, où la bataille du maintien fait rage à trois journées de l'épilogue. A cette occasion ce fut le CA Batna le grand perdant de cette journée en concédant à domicile une défaite lour-



Les Sétifiens proches du sacre

PH. > D. R.

de de conséquences (0-2) face à un autre reléguable, en l'occurrence, le DRB Tadjenanet. Les bourreaux du CAB sont Noubli (69'), Demane (90+4) qui permettent à leur équipe de s'extirper provisoirement de la zone rouge. La JS Kabylie n'a pas raté également l'occasion d'engranger trois précieux points devant un autre reléguable à savoir, le RC Relizane. Un but en or du buteur-maison, Boulaouidat

(10e) permet aux Canaris de souffler quelque peu. L'USM Bel-Abbes facile vainqueur de l'O. Médéa (3-0), s'installe à la 2^e place, exploitant à fond la défaite du MC Alger à Constantine. Cette journée tronquée se poursuivra les 26, 27 et 29 mai, à l'issue de laquelle on aura une idée plus précise sur les chances des uns et des autres, aussi bien pour le titre que pour le maintien.

M. M.

26^e journée -mise à jour Le CSC bat le MGA

Le CS Constantine s'est imposé à domicile devant le MC Alger sur le score de 2 à 0 (mi-temps : 1-0), en match de clôture de la 26^e journée du championnat d'Algérie de football,

Ligue 1 Mobilis, disputé samedi au stade Benabdelmalek à Constantine. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Manucho (22' SP) et Rebbih (76'). A la faveur de cette victoire,

le CS Constantine sort de la zone de relégation et rejoint le RC Relizane et le DRB Tadjenanet à 11^e place avec 29 points.

CR Belouizdad

Zaki opte officiellement pour l'US Tanger

Le club marocain de football, l'Union Sportive de Tanger, a annoncé samedi soir s'être engagé pour deux saisons avec l'entraîneur du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne), Badou Zaki qui prendra ses fonctions à partir de la saison prochaine. «Le club a engagé l'entraîneur Badou Zaki pour deux saisons. Les détails du contrat et les objectifs seront communiqués ultérieurement, lors d'une conférence de

presse qui se tiendra prochainement à cet effet», a ajouté le club marocain sur sa page officielle Facebook. Le technicien marocain est appelé à remplacer l'Algérien Abdelhak Benchikha, ayant résilié son contrat à l'amiable avec la direction de l'US Tanger, après l'élimination en huitièmes de finale bis de la Coupe de la Confédération africaine (CAF). Zaki (58 ans), avait pris les commandes du Chabab

en remplacement du Français Alain Michel, parti chez le voisin du NA Hussein-Dey (Ligue 1 Mobilis). Outre le maintien parmi l'élite du football algérien, l'ancien gardien des Lions de l'Atlas a réussi à qualifier le CRB en demi-finale de la Coupe d'Algérie, où il affrontera l'USM Bel-Abbès en juin prochain, au stade du 20-Août 1955.

Championnat national individuel espoirs de judo

Les athlètes d'Alger se distinguent à Ain Defla

Les athlètes de la région d'Alger ont dominé le championnat national espoirs individuel de judo qui a pris fin samedi au complexe sportif Abdelkader Hamdoud de Ain Defla après deux jours d'intenses débats. Aussi bien chez les garçons que chez les filles, les athlètes de la région d'Alger se sont illustrés dans quasiment toutes les catégories au cours de cette compétition dont le niveau a été jugé bon par de nombreux techniciens présents

à Ain Defla. Tout en mettant en exergue les bonnes conditions dans lesquelles s'est déroulé ce championnat, le SG de la fédération algérienne de judo, Bousénia Mohamed, a relevé la bonne prestation des athlètes de nombre de wilaya qui, à défaut d'être monté sur le podium, n'en ont pas moins réalisé de belles prestations qui attestent du travail accompli. Il a, dans ce contexte, cité l'équipe de Ain Defla qui, il y a à peine quelques années, était totalement incon-

nue à l'échelle nationale mais qui, grâce au travail effectué par le président de sa ligue locale, Fodhil Messas en l'occurrence, recèle des éléments aux capacités indéniables notamment dans les catégories minimes et cadets. Quelque 380 athlètes issus de 8 régions du pays ont pris part à cette compétition organisée conjointement par la fédération algérienne de judo et la ligue locale de la discipline.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

L'observation du croissant lunaire étant impossible jeudi

Leilat ehek aura lieu le vendredi soir

LE MINISTRE des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a déclaré que l'observation du croissant lunaire annonçant le premier jour du mois sacré du ramadhan aura lieu le vendredi soir, affirmant l'impossibilité, d'un point de vue religieux, de son observation jeudi. L'observation du croissant lunaire annonçant le premier jour du ramadhan est prévue le vendredi soir suivant des calculs astronomiques et ne peut, d'un point de vue religieux, avoir lieu le jeudi comme en Arabie saoudite, a affirmé le ministre en marge d'une journée d'étude organisée à Dar El Imam (Alger) sur la préparation du mois

sacré. Par ailleurs, le ministre a apporté un démenti catégorique quant à de prétendues instructions données aux imams concernant les tarawih (prières surrogatoires) ou toute autre question religieuse, affirmant que l'imam a toute la latitude en matière de gestion de l'aspect spirituel, d'administration de la mosquée et de discours adéquat pour capter les jeunes et les prémunir contre les idées étrangères à l'Islam. «C'est l'imam qui officie les tarawih et le ministère n'intervient ni dans le choix des récitants ni dans celui des "Ahzab" (chapitres du Coran)», a-t-il soutenu.

Ghani H.

Contestation dans les œuvres universitaires à Béjaïa

La suspension des délégués syndicaux à l'origine de la colère des travailleurs

LES TRAVAILLEURS du secteur des œuvres universitaires de Béjaïa continuent de protester. Ils ont observé une journée de grève et organisé un rassemblement de protestation jeudi dernier devant le siège de la Direction des œuvres universitaires (DOU), réitérant leurs revendications socioprofessionnelles non satisfaites depuis plusieurs années. La réintégration des deux syndicalistes de la fédération de wilaya du secteur, affiliés au Snapag, suspendus «arbitrairement» par la tutelle de leur poste dernièrement, en l'occurrence Nacer Kassa et Haddak Arab, le respect des libertés syndicalistes, la prise en charge de toutes les revendications mises en avant, la régularisation des syndicats affectés à la DOU d'El-Kseur, le respect du droit de réunion et d'organisation des travailleurs. La fédération de wilaya du secteur interpelle, dans une déclaration, les autorités centrales du secteur à «réagir afin de trouver une solution à cette situation qui a trop duré et faute de réponse un mouvement de protestation radical sera enclenché dans les prochains jours», menace-t-on. Le Snapag dégage toute responsabilité quant à la dégradation du climat qui en découlera durant la période des examens et à la veille du ramadhan. Outre les secteurs des œuvres universitaires, de l'Education nationale, celui d'Algérie Poste et la Société de distribution d'électricité (SDE) vivent depuis plus d'une semaine au rythme d'une crise qui s'est corsée devant l'absence de réaction des autorités concernées. A l'origine de cette colère, «le harcèlement des syndicalistes, les menaces qui pèsent sur les libertés syndicales». Les syndicats autonomes réclament la réhabilitation des délégués syndicaux suspendus. Un rassemblement

de protestation a été organisé également par le Syndicat national des corps communs et des ouvriers professionnels de l'Education nationale (Sncopen), mobilisant plusieurs dizaines d'agents de service et d'ouvriers professionnels travaillant dans les CEM et les lycées de la wilaya de Béjaïa. Ils réclament la satisfaction de leurs principales revendications, dont notamment l'affichage de la liste des admis au dernier concours des ouvriers professionnels et leur affectation sous forme de contrats à durée indéterminée dans les établissements, à l'instar des autres wilayas, la liquidation de quatre mois de salaires des 159 ouvriers contractuels qui sont en service effectif depuis le 1^{er} janvier 2017 à ce jour, la neutralité de l'administration, accusée de favoriser les enseignants, et enfin la régulation des situations financières en suspens. Par ailleurs, le bureau d'Algérie Poste de Sidi-Aïch demeure fermé. Les travailleurs réclament toujours la réhabilitation d'Amar Younes, suspendu par la tutelle. Les travailleurs de l'Ex-Sonelgaz, dénommée actuellement SDE, réclament la réintégration de six délégués syndicaux suspendus par la tutelle.

Hocine Cherfa

Accueil royal pour Trump en Arabie saoudite



Djalou@hotmail.com

Marché de l'électronique

Condor lance le premier bouquet TV payante en Algérie

■ Condor Electronics et la société My HD ont signé, samedi dernier à Bordj Bou-Arréridj, un contrat pour le lancement du premier bouquet PayTV by Condor, en Algérie.

Par Ali Zidane

Le bouquet officiel Pay TV by Condor, intégré dans les nouveaux démodulateurs CMG720 HD, comprend, pour le moment, plus de 72 chaînes en langues arabe et française sur le satellite Arabsat dont celles relevant des groupes TF1, France Télévision, MBC, AB SAT, MYME TV ou encore FOX International. Le contenu du bouquet My Maghreb proposé par Condor Electronics est 100% familial, exclusif en Algérie, stable (contenu sans interruption) sans l'utilisation d'internet et en définition HD. Le package My Maghreb est proposé au grand public au prix de 8 990 DA. Il comprend un démodulateur CMG720, un kit complet : une tête LNB 2 sorties et une assiette parabolique ainsi que 12 mois d'abonnement offert. Il est à souligner que l'abonnement Pay TV by Condor est proposé à 499 DA/mois, pour le renouvellement. Sur un autre registre, le leader algérien des

produits électroniques, électroménagers et Multimédias Condor Electronics, a participé du 16 au 18 mai 2017 au MEDPI au Grimaldi Forum de Monaco. La présence de Condor Electronics au MEDPI 2017 de Monaco a pour objectif de marquer sa présence avec les plus grands distributeurs français de produits IT. Occupant un stand de 36 m² au Grand Hall J19, Condor Electronics a exposé ses produits IT & mobiles (téléphones, tablettes, laptops, objets connectés...) déjà disponibles dans plusieurs pays, dont la France. Pour Reda Hamai, directeur général adjoint chargé du développement à l'international, «les produits Condor Electronics exposés au MEDPI de Monaco sont à la pointe de la technologie et sont certifiés aux normes européennes CE. Une place de choix s'offre à Condor Electronics grâce à la qualité, la diversité et la compétitivité de ses produits sur le marché international». Cet événe-



ment a été créé il y a 22 ans pour accompagner le développement de la commercialisation des nouvelles technologies dans les enseignes de distribution grand public, autrement dit le Retail. Il faut noter qu'aujourd'hui, Condor Electronics est un acteur économique national et international, déterminé et novateur mais surtout engagé à faire du produit «Made in Algeria» une référence sur le marché algérien et international.

A. Z.

Azeffoune/ Fonds collectés au profit du malade Samir Hamouche

Le reliquat distribué à 13 autres malades du Centre

Confirmant la solidarité indéfectible de la Kabylie, un bel exemple a été donné ce week-end par les habitants du village Achouba, dans la commune maritime d'Azeffoune (71 km au nord-est de Tizi Ouzou). Ils ont décidé de distribuer le reste d'une quête au profit d'un malade de leur village à treize autres malades des wilayas de Tizi Ouzou, Boumerdès et Alger. La cérémonie de remise de ces

sommes, arrêtées selon la maladie de chacun des bénéficiaires à leurs familles, a eu lieu vendredi dernier. Les fonds collectés devaient servir à la prise en charge du défunt Samir Hamouche (29 ans), natif d'Achouba. Malheureusement, il est décédé en Turquie avant qu'il ne subisse la greffe de foie. Eu égard à la somme importante qui restait de la quête, soit 811 millions de centimes, les habitants de ce vil-

lage ont décidé de la distribuer au profit d'autres malades. Un appel avait été lancé aux malades qui voulaient bénéficier de cette aide. Après examen des dossiers reçus par le comité du village, assisté d'une équipe médicale pluridisciplinaire, 13 malades ont été retenus pour recevoir de 30 à 150 millions de centimes, selon la maladie. La remise de ces fonds au profit de ces malades a eu lieu en présen-

ce de la famille du défunt Samir Hamouche qui s'est jointe au comité du village Achouba pour saluer tous ceux et celles qui ont répondu à l'appel pour la collecte des fonds devant servir à la prise en charge de la greffe de foie en Turquie. Qui a dit que les Algériens ont perdu leur solidarité envers leurs concitoyens ?

Hamid Messir